

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

COMMUNE DE LODÈVE

DÉCISION

numéro
MLDC 200520 42

portant sur

RÉALISATION D'UN ESPACE SANTÉ MARCHÉ « REVÊTEMENTS SOLS SOUPLES » LOT 8

AVENANT N° 1

Le Maire de la commune de Lodève,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'alinéa 4° de l'article L2122-22,

VU la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,

VU la délibération n° 201711270003 du Conseil Municipal du 27 novembre 2017 par laquelle le Conseil Municipal délègue au Maire la prise de décision prévue à l'article sus-visé,

VU la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage publique conclu le 29/05/2017 avec TERRITOIRE 34,

VU l'avenant n° 1 à la convention de mandat, portant sur la modification des dispositions financières et de la durée de celle-ci

VU l'avenant n° 2 à la convention de mandat, portant sur l'augmentation de l'enveloppe financière résultant de la modification de programme liée, en particulier, à l'installation d'un cabinet dentaire mutualiste,

VU le marché de travaux « Revêtements sols souples – Lot 8 » relatif à l'étude et la réalisation d'un espace santé,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux complémentaires dans le cadre de l'installation d'un cabinet de cardiologie en rez-de-chaussée,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De conclure l'avenant n° 1 au marché de travaux « Revêtements sols souples – Lot 8 » pour la réalisation d'un espace santé, avec l'entreprise SOCAMO, afin de réaliser des travaux complémentaires dans le cadre de l'installation d'un cabinet de cardiologie en rez-de-chaussée,

ARTICLE 2 : Il est précisé que le montant de l'avenant correspondant s'élève à 4 267,90 € HT soit 5 121,48 € TTC, soit 6.93 % du marché initial (61 618.50 € HT),

ARTICLE 3 : D'autoriser TERRITOIRE 34, en qualité de mandataire dûment habilité, à signer l'avenant n° 1, avec l'entreprise SOCAMO, conformément aux dispositions de la convention de mandat,

ARTICLE 4 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier et moi-même sommes chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Lodève, le vingt mai deux mille vingt

Le Maire,
Pierre LEDUC



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.